

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

CONVENTION DE L'OCDE SUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION D'AGENTS PUBLICS ÉTRANGERS DANS LES TRANSACTIONS COMMERCIALES

Plus de rigueur dans son application ?

En 1997, l'Organisation pour la coopération et le développement économique adoptait une Convention internationale qui pénalise la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales. 3 phases d'évaluation plus tard, les ministres de l'ensemble des 41 États-parties à cette Convention ainsi que les ministres des principaux pays partenaires assisteront, aux côtés des directeurs d'autres organisations internationales et de dirigeants du secteur privé et de la société civile, à la réunion ministérielle sur la Convention qui aura lieu, le mercredi 16 mars, au Centre de conférences de l'OCDE à Paris (France).

Selon ses fondateurs, coopérant avec plus d'une centaine de pays, l'OCDE est un forum stratégique international qui œuvre à promouvoir des politiques conçues pour améliorer le bien-être économique et social des citoyens dans le monde entier. Pour cette organisation, la corruption dans les transactions commerciales internationales sape la bonne gouvernance et le développement économique, entretient la pauvreté et fausse la concurrence internationale.

Les ministres présents à cette réunion discuteront des mesures pour renforcer les efforts internationaux de lutte contre la corrup-

tion transnationale, ainsi que du rôle de la convention et du groupe de travail de l'OCDE sur la corruption dans le contexte plus large de la lutte mondiale contre cette dernière. La principale session — ouverte aux médias — de cette rencontre est intitulée : «Lutter contre la corruption transnationale dans un monde de plus en plus complexe : vers une nouvelle ère de mise en œuvre.»

Fiscalité, marchés publics et concurrence

Les ministres des 41 États-parties à cette Convention (pays l'ayant ratifiée et ayant fait l'objet de 3 phases d'évaluation sur une



période d'une quinzaine d'années) devraient renouveler leur engagement politique fort pour mettre en œuvre la convention et ses instruments connexes.

Cette session offrira également l'opportunité de reconnaître

les succès des trois premiers cycles d'évaluation de la convention. La phase 4 d'évaluation, centrée sur une mise en œuvre rigoureuse de la convention par tous les pays membres du groupe de travail, sera officiellement lancée. Les ministres traiteront de la lutte contre la corruption transnationale et d'autres sujets connexes, notamment la protection des lanceurs d'alerte, la coopération internationale, la divulgation volontaire et les règlements négociés, et les mesures de conformité anti-corruption ainsi que le rôle de la convention et celui du groupe de travail (voir article ci-dessous sur son rôle) dans le cadre plus large de la lutte mondiale contre la corruption. Les ministres pourraient également échanger leurs points de vue sur la meilleure façon pour le groupe de travail de réaliser ses objectifs en renforçant ses efforts pour travailler avec d'autres organes de l'OCDE qui contribuent à la lutte contre la corruption, par exemple, dans les domaines de la fiscalité, des marchés publics, de l'aide au développement et de la concurrence, et également le Groupe d'action financière (Gafi)

en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux. De façon générale, les ministres apporteront leur soutien et leur vision pour les activités futures du groupe de travail.

Mesures répressives et responsabilité des personnes morales

Cette réunion ministérielle donnera également l'occasion de prendre acte des réalisations accomplies au cours des trois premières phases du suivi de la convention et de lancer officiellement la phase 4 qui portera plus spécifiquement sur la détection, les mesures répressives et la responsabilité des personnes morales, ainsi que sur d'autres grandes questions pertinentes pour la bonne mise en œuvre des obligations prévues par la convention. Une déclaration ministérielle présentant les résultats de la réunion sera approuvée par les ministres des pays membres du groupe de travail de l'OCDE sur la corruption sera présentée, puis publiée sur le site internet de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/corruption/>) le jour même.

LSC

Encourager les lanceurs d'alerte

Parmi les objectifs de cette réunion ministérielle de l'OCDE qui aura lieu ce mercredi : comment encourager les signalements par les lanceurs d'alerte et assurer leur protection contre toutes représailles sont des éléments essentiels à la détection efficace et précoce de la corruption dans le commerce international ainsi que de nombreux autres crimes. L'importance d'une protection forte des lanceurs d'alerte dans les secteurs public et privé est soulignée dans la Recommandation de l'OCDE de 2009 visant à renfor-

cer la lutte contre la corruption, les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les principes du G20 et de l'OCDE en matière de gouvernance d'entreprise. Cette session permettra aux ministres de réfléchir sur le niveau de la mise en œuvre des normes de l'OCDE en matière de protection des lanceurs d'alerte, sur la base des conclusions d'une prochaine publication de l'OCDE sur les cadres de la protection des lanceurs d'alerte dans le secteur public et privé.

Peu de pays ayant pris des

mesures efficaces de protection des lanceurs d'alerte, à la fois dans le secteur public et privé, les ministres pourraient étudier la nécessité de développer de nouveaux outils pour encourager les signalements par les lanceurs d'alerte.

Inciter les individus et les entreprises à divulguer volontairement les faits de corruption dans leurs transactions commerciales internationales est aussi un moyen de détection novateur utilisé dans certains pays.

Cette session contiendra des présentations des pays disposant de cadres juridiques facilitant les divulgations volontaires dans les affaires de corruption (et les procédures de règlement négociées qui les accompagnent).

LSC

Un «Groupe de travail», pour quoi faire ?

La convention elle-même prévoit la réalisation d'un suivi systématique de l'application par les pays signataires de la convention. Ce processus de suivi est opéré par le «groupe de travail de l'OCDE» sur la corruption. Il repose sur un processus rigoureux d'examen mutuel et débouche sur des recommandations que l'on trouve dans les rapports par pays.

Ce «groupe de travail» est responsable du suivi, de la mise en œuvre et de l'application de la Convention anticorruption de l'OCDE, de la Recommandation sur la lutte contre la corruption de 2009 et de documents connexes.

Le «groupe de travail» est composé de représentants des parties à la convention. Ce mécanisme de suivi par les pairs est mené en trois phases et est considéré par l'ONG Transparency International comme étant la «règle d'or» en matière de suivi. Le «groupe de travail» se réunit quatre fois par an à Paris et publie tous ses rapports de suivi de pays en ligne.

Tout savoir sur la Convention de l'OCDE

La Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption établit des normes juridiquement contraignantes tendant à faire de la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales une infraction pénale. Elle prévoit également un certain nombre de mesures permettant une mise en œuvre efficace de ses provisions. Il s'agit du premier et du seul instrument international de lutte

contre la corruption ciblant «l'offre» de pots-de-vin à des agents publics étrangers.

Pour tout savoir sur la Convention anti-corruption de l'OCDE, il faut aller sur le lien suivant :

<<http://www.oecd.org/fr/corruption/anti-corruption/convention-sur-la-lutte-contre-la-corruption-dagents-publics-et-rangers-dans-les-transactions-commerciales-internationales.htm>>

Dates-clés de la convention : 17 décembre 1997, signature de la convention et le 15 février 1999, entrée en vigueur de la Convention.

41 pays signataires de la convention, les 34 pays membres de l'OCDE et 7 pays non membres — l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, la Colombie, la Lettonie et la Russie — ont adopté cette convention.